

4.7 Emploi par activité

Selon l'enquête **Emploi**, en 2016, 26,6 millions de personnes occupent un **emploi au sens du Bureau international du travail (BIT)**, en France hors Mayotte. Parmi elles, 75,8 % travaillent dans le **secteur tertiaire**. Cette part est de 88,0 % pour les femmes et de 64,5 % pour les hommes, cet écart s'expliquant essentiellement par la forte présence féminine dans les secteurs de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale. Les autres **secteurs d'activité** se caractérisent par une plus forte présence masculine : l'industrie représente 13,6 % des emplois (19,1 % pour les hommes), la construction 6,4 % des emplois (11,0 % pour les hommes) et l'agriculture 2,8 % des emplois (4,0 % pour les hommes).

Si le poids du tertiaire dans son ensemble varie peu selon l'âge, les plus jeunes sont moins souvent dans les sous-secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale (21,4 % des moins de 25 ans contre plus de 30 % pour leurs aînés), mais se retrouvent davantage dans le commerce (18,2 %) et l'hébergement-restauration (9,1 %).

En 2016, 10,9 % des emplois sont occupés par des personnes qui travaillent dans leur entreprise depuis moins d'un an. Cette proportion est plus élevée dans le tertiaire et la construction. Dans l'agriculture et l'industrie, la majorité des personnes a au moins dix ans d'ancienneté.

Entre 2015 et 2016, l'**emploi total mesuré par les comptes nationaux** progresse de nouveau en France : + 137 000 **emplois en équivalent temps plein (EQTP)**, après + 35 000 en 2015. L'emploi des services principalement marchands accélère en 2016 : il progresse de 197 000 EQTP (+ 1,6 %), après + 0,5 % en 2015. Cela résulte pour partie du raffermissement de l'emploi des branches des services aux entreprises et de la branche hébergement-restauration ainsi que du retournement de la branche commerce. Dans les branches des services principalement non marchands, l'emploi décélère nettement : il s'accroît de 5 000 EQTP (+ 0,1 %), après + 0,6 % en 2015. *A contrario*, l'emploi industriel poursuit son recul en 2016 : il se contracte de 29 000 EQTP (- 1,0 %), après - 0,9 % en 2015. Cela vaut notamment pour les « autres branches industrielles », constituées des industries du textile, du bois, de la pharmacie et de la métallurgie. Dans la construction, l'emploi se replie de 27 000 EQTP en 2016 (- 1,5 %), après - 2,3 % en 2015. Enfin, l'emploi en EQTP des branches agricoles poursuit sa baisse en 2016, - 9 000 EQTP en 2016 (- 1 %), après - 0,8 % en 2015.

En 2016, la France figure parmi les pays européens où le poids du secteur tertiaire est le plus élevé : il y est supérieur de 4,6 points à la moyenne de l'Union européenne (UE). Les poids de l'agriculture et de l'industrie-construction y sont en revanche plus faibles, inférieurs de 1,4 et de 3,9 points respectivement, en regard de la moyenne de l'UE. ■

Définitions

Emploi en équivalent temps plein (EQTP) : l'emploi peut se mesurer en nombre de personnes ayant travaillé, même pendant une durée limitée. On peut aussi mesurer les emplois en équivalent temps plein (EQTP). Chaque poste est pris en compte au prorata de son volume horaire de travail rapporté à celui d'un poste à temps complet. Par exemple, un salarié ayant occupé un poste donné durant six mois à 80 % compte pour 0,4 (=0,5*0,8) en EQTP.

Secteur d'activité : regroupe des entreprises de fabrication, commerce ou service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Emploi au sens du BIT, emploi en comptabilité nationale, enquête Emploi, intérim, secteur tertiaire : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Emploi, chômage, revenus du travail », *Insee Références*, édition 2017.
- « Emploi, chômage, population active – Accélération de l'emploi et confirmation de la baisse du chômage », *Dares Analyses* n° 045, Dares, juillet 2017.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « Une photographie du marché du travail en 2016 », *Insee Première* n° 1648, mai 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Population en emploi selon le sexe, l'âge et le secteur d'activité en 2016

	Ensemble		Sexe en %		Âge en %		
	en milliers	en %	Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Agriculture	754	2,8	1,6	4,0	2,9	2,1	4,3
Industrie	3 626	13,6	7,8	19,1	14,2	14,0	12,7
Construction	1 699	6,4	1,4	11,0	7,3	6,7	5,6
Tertiaire	20 161	75,8	88,0	64,5	73,1	76,0	76,3
Commerce	3 428	12,9	12,6	13,2	18,2	13,2	10,9
Transports	1 463	5,5	3,0	7,8	4,1	5,5	5,9
Hébergement et restauration	1 022	3,8	3,9	3,8	9,1	3,6	3,0
Information et communication	740	2,8	1,7	3,8	2,1	3,2	2,2
Finance, assurance, immobilier	1 224	4,6	5,4	3,9	3,1	4,7	4,8
Activités scientifiques, techniques, services administratifs	2 568	9,7	9,3	10,0	8,3	10,5	8,3
Administration publique	2 431	9,1	10,0	8,3	5,7	8,6	11,2
Enseignement	1 995	7,5	10,7	4,6	4,3	7,8	7,8
Activités pour la santé humaine	1 892	7,1	11,1	3,4	5,1	7,2	7,4
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	1 976	7,4	13,0	2,3	6,3	6,9	8,8
Autres services	1 422	5,3	7,3	3,5	6,7	4,8	6,1
Activité indéterminée	344	1,3	1,2	1,4	2,5	1,2	1,1
Total	26 584	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Lecture : en moyenne en 2016, 88 % des femmes ayant un emploi travaillent dans le secteur tertiaire.

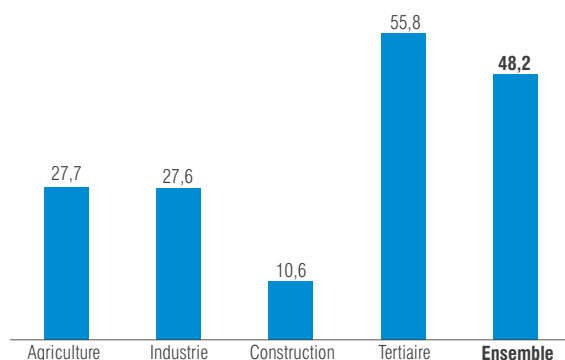
Note : les intérimaires sont classés dans le secteur utilisateur.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Part des femmes dans l'emploi en 2016

en %



Note : les intérimaires sont classés dans le secteur utilisateur.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Emploi total par grand secteur dans l'UE en 2016

	Répartition par grand secteur en % ¹				Emploi total en milliers
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire ²	
Allemagne	1,3	20,7	6,7	71,3	41 267
Autriche	4,3	17,3	8,3	70,1	4 220
Belgique	1,3	14,0	7,3	77,5	4 587
Bulgarie	6,8	22,7	7,1	63,5	3 017
Chypre	3,6	8,8	8,3	79,3	363
Croatie	7,6	19,9	7,1	65,3	1 590
Danemark	2,5	12,9	5,5	78,1	2 840
Espagne	4,2	13,8	5,9	76,2	18 342
Estonie	3,9	20,7	9,0	66,2	645
Finlande	3,9	14,8	7,3	73,7	2 448
France	2,8	13,6	6,4	75,8	26 584
Grèce	12,4	11,2	4,0	72,4	3 674
Hongrie	5,0	24,0	6,4	64,5	4 352
Irlande	5,6	12,8	6,7	74,6	2 020
Italie	3,9	20,0	6,2	70,0	22 758
Lettonie	7,7	16,7	7,4	68,2	893
Lituanie	8,0	17,3	7,6	67,1	1 361
Luxembourg	0,9	5,1	5,6	77,4	261
Malte	1,4	13,7	6,0	78,9	192
Pays-Bas	2,1	10,4	4,7	74,6	8 427
Pologne	10,5	23,8	7,6	57,7	16 197
Portugal	6,9	18,2	6,3	68,6	4 605
Rép. tchèque	2,9	30,6	7,5	59,0	5 139
Roumanie	23,1	21,9	8,0	47,0	8 449
Royaume-Uni	1,1	11,1	7,3	80,0	31 628
Slovaquie	2,9	27,3	9,2	60,7	2 492
Slovénie	5,0	27,4	5,6	61,3	915
Suède	1,9	11,4	6,7	79,4	4 910
UE	4,3	17,2	6,7	71,2	224 173

1. La somme des poids des secteurs peut différer de 100% lorsque le secteur n'est pas connu.

2. Y c. les activités des ménages en tant qu'employeurs et les activités extra-territoriales.

Champ : population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Eurostat (extraction du 1^{er} décembre 2017), enquêtes sur les forces de travail.

Ancienneté dans l'entreprise par secteur d'activité en 2016

en %

	Moins d'un an d'ancienneté	10 ans ou plus d'ancienneté	Ensemble en milliers
Agriculture	8,9	57,0	754
Industrie	7,3	50,2	3 626
Construction	11,3	35,6	1 699
Tertiaire	11,4	45,3	20 161
Ensemble	10,9	45,4	26 584

Note : les intérimaires sont classés dans le secteur utilisateur ; le total inclut des personnes dont le secteur d'activité est inconnu.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

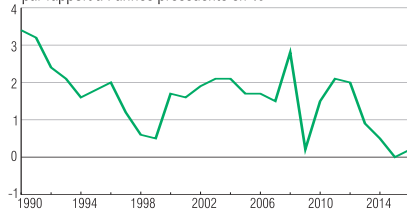
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales